

LogementSain

Une initiative concertée qui cible les risques sanitaires liés à l'environnement intérieur auxquels font face les locataires à faible revenu en Ontario

Survol du projet

En quoi l'initiative LogementSain consiste-t-elle?

Pilotée par le Partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement (PCSEE), LogementSain est une nouvelle initiative ambitieuse qui cible les risques sanitaires liés à l'environnement intérieur auxquels sont exposés les locataires à faible revenu vivant dans les communautés urbaines et rurales de l'Ontario. Nous visons à sensibiliser le secteur des services sociaux et à renforcer ses capacités afin que les locataires à faible revenu et leur famille soient plus facilement en mesure d'améliorer leurs conditions de vie lorsqu'ils sont aux prises avec le plomb, les moisissures, les parasites, les pesticides, le radon et d'autres menaces à la santé liées à l'environnement intérieur. Pour ce faire, nous bénéficions du concours actif d'organisations œuvrant, entre autres domaines, en santé publique, en assistance juridique et en santé communautaire de même que de locataires. Lancée en décembre 2014, cette initiative de trois ans est financée par la Fondation Trillium de l'Ontario par l'entremise d'une subvention octroyée à l'Institut de santé environnementale du Canada, qui agit à titre de principal partenaire du PCSEE dans le cadre de ce projet. Des apports en nature provenant de multiples partenaires du projet viennent compléter ce financement de base.

Pourquoi l'initiative LogementSain est-elle nécessaire?

De plus en plus de connaissances scientifiques soulignent le rôle crucial d'un milieu de vie sécuritaire et sain dans la prévention ou la réduction des problèmes chroniques de santé, le soutien au sain développement des enfants et la promotion du bien-être physique et mental. En Ontario, les locataires à faible revenu ou marginalisés souffrent non seulement d'insécurité sur le plan du logement, mais sont également exposés à d'importants risques sanitaires liés à l'environnement intérieur. Les moisissures, le plomb, les pesticides, les parasites, la fumée de tabac, le radon, le bruit, la ventilation inadéquate, la chaleur excessive ou le froid excessif, les substances chimiques contenues dans les produits nettoyants puissants de même que les matériaux de rénovation ou les produits parfumés font partie des facteurs qui peuvent affecter la santé physique ou mentale des occupants d'un logement. Les enfants, les aînés et les personnes souffrant de problèmes de santé dont l'hypersensibilité aux produits chimiques sont les plus à risque. En raison de dommages évitables que subissent leur corps et leur cerveau en développement, les enfants qui grandissent dans un logement insalubre risquent de voir leur plein potentiel compromis. De telles conditions insalubres ont ainsi pour conséquence de perpétuer et potentiellement d'aggraver les inégalités sur les plans sanitaire et socioéconomique.

Actuellement, le secteur des services sociaux n'a ni la capacité ni le pouvoir de coordination nécessaires pour s'attaquer de manière efficace aux risques sanitaires et aux problèmes de bien-être liés aux conditions de logement auxquels sont exposés les membres des communautés défavorisées. Une meilleure information et plus de moyens sont nécessaires afin d'aider les locataires et les prestataires de services qui travaillent auprès d'eux (ex. personnel de l'assistance juridique, travailleurs du service d'établissement, personnel du service de santé publique ou communautaire, défenseurs des droits des locataires) à combattre les risques en matière de santé environnementale rencontrés dans les logements à loyer modique.

Que vise à atteindre l'initiative LogementSain?

Le principal objectif de LogementSain consiste à améliorer l'état des connaissances de même qu'à renforcer la capacité et la rapidité de réponse du secteur des services sociaux afin qu'il puisse s'attaquer plus efficacement aux risques sanitaires liés à l'environnement intérieur auxquels les locataires à faible revenu sont exposés. Cet objectif constitue une étape importante vers la mise en place de meilleures conditions de vie au sein des communautés à faible revenu ou marginalisées, et la réduction des inégalités sanitaires liées aux conditions de salubrité dans les logements.

Par l'entremise des efforts concertés de plusieurs organisations et secteurs, LogementSain permettra :

- **d'établir un système de soutien et d'assistance en matière de risques sanitaires liés aux conditions de logement plus axé sur les locataires**, ce qui implique notamment l'amélioration de la coordination parmi les prestataires de services, une meilleure formation des membres de leur personnel et une meilleure orientation des locataires en quête d'assistance;
- **d'engendrer, chez les locataires à faible revenu, un accroissement des connaissances et de la capacité de prise en charge quant aux risques sanitaires liés aux conditions de logement**, ce qui leur permettra notamment d'apprendre comment trouver de l'aide et des solutions et comment faire valoir leurs droits;
- **d'améliorer les interventions politiques et systémiques en matière de risques sanitaires liés aux conditions de logement**, ce qui permettra de réduire l'exposition à ces risques et leurs effets sur la santé des occupants et, ultimement, d'améliorer la santé de la population.

Qu'est-ce qui sera accompli dans le cadre de l'initiative LogementSain?

Sous la direction du comité consultatif d'LogementSain et avec l'appui des apports fondamentaux de ses partenaires, le PCSEE organisera et animera les trois phases de l'initiative LogementSain :

Phase 1 – Évaluation de base et rapport : Nous recueillerons et synthétiserons les connaissances et les expériences vécues quant aux principales questions sanitaires liées à l'environnement intérieur qui préoccupent les locataires à faible revenu. Nous évaluerons également la capacité actuelle des secteurs de la santé publique et de l'assistance juridique à répondre à ces préoccupations. Pour ce faire, nous recourrons à des sondages provinciaux réalisés auprès de ces deux secteurs, de même que de groupes types constitués de locataires provenant de deux communautés urbaines et de deux communautés rurales. Finalement, un rapport de base sommaire sera préparé et diffusé publiquement.

Phase 2 – Table ronde réunissant les multiples parties prenantes : Nous animerons une table ronde réunissant une vaste gamme de parties prenantes, comprenant entre autres les agences de services sociaux, les ministères fédéraux et provinciaux, les services municipaux, les locataires, les propriétaires et les gestionnaires d'immeubles, les défenseurs des droits des locataires et les professionnels de la santé. Qu'ils soient aux prises avec ces problèmes ou qu'ils soient en mesure d'y remédier, ces derniers pourront émettre leurs idées et proposer des orientations, notamment dans le but d'établir des mesures et des stratégies permettant de renforcer les capacités et la rapidité de réponse des services sociaux face aux problèmes de salubrité des logements à loyer modique.

Phase 3 – Renforcement des capacités et éducation : Forts des informations recueillies lors des précédentes phases, nous prendrons les mesures nécessaires pour que les prestataires de services concernés enrichissent leurs connaissances, renforcent leurs capacités et tissent des liens entre eux afin de créer des conditions propices permettant aux locataires d'accéder aux informations et aux mesures correctives dont ils ont besoin. Plus précisément, les prestataires de services seront amenés à réaliser et à utiliser (a) une vidéo visant à éduquer et à former les prestataires de services, les étudiants en médecine et les autres intervenants quant aux conditions, visibles ou non, qui peuvent compromettre la santé de leurs clients; et (b) de la documentation qu'ils pourront adapter et utiliser pour accroître la sensibilisation de la population aux risques sanitaires liés aux conditions de logement et lui indiquer où et comment trouver de l'assistance.

Quelles sont les organisations impliquées dans la mise en œuvre de l'initiative LogementSain?

Le **Partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement (PCSEE)** – une association de dix organisations partenaires et de cinq affiliés qui cumule plus de dix années d'expérience dans la promotion d'une approche collaborative multisectorielle visant l'amélioration des conditions environnementales intérieures et extérieures pour les enfants et les familles – dirige l'initiative LogementSain. L'**Institut de santé environnementale du Canada (ISE-Canada)** est le principal partenaire du PCSEE et joue le rôle d'hôte fiduciaire au sein de cette initiative. Le **comité consultatif de LogementSain** assurera l'orientation générale du projet et veillera à faciliter l'engagement durable des organisations et des secteurs clés. Composée des organisations responsables des différentes constituantes de l'initiative multidimensionnelle LogementSain, **l'équipe du projet LogementSain** veillera pour sa part au bon déroulement de la mise en œuvre du projet.

Chaque organisation partenaire du PCSEE ou lui étant affiliée sera responsable d'un aspect particulier du travail, auquel elle contribuera par l'entremise d'apports en nature. Entre autres, l'**Association canadienne du droit de l'environnement** se chargera de sonder les cliniques d'aide juridique et procédera à une revue des décisions pertinentes de la Commission de la location immobilière; l'**Association pour la santé publique de l'Ontario** sondera les services de santé publique; le **South Riverdale Community Health Centre** rencontrera des groupes types de locataires; et le **Centre for Environmental Health Equity**, rattaché à l'Université Queen's, évaluera l'engagement des locataires au sein du projet. Les autres organisations collaborant à LogementSain comprennent le **Grey Bruce Health Unit**, qui se chargera de sonder les fonctionnaires responsables des règlements municipaux en matière d'habitation et les propriétaires d'immeubles, en plus de rencontrer des groupes types de locataires; les **Lanark Renfrew Health and Community Services** rencontreront également des groupes types de locataires, alors que le **McMaster Institute for Healthier Environments** organisera la table ronde. D'autres organisations sont également impliquées, celles-ci comprenant, entre autres, l'Advocacy Centre for Tenants Ontario, Éducation juridique communautaire Ontario et le Wellesley Institute.

Pour plus d'information :

Erica Phipps, directrice générale, PCSEE
erica@healthyenvironmentforkids.ca

Janvier 2015

www.healthyenvironmentforkids.ca 